

## « Calais : des centaines de migrants privés d'eau et de nourriture depuis la visite de Gérald Darmanin, alertent des associations », La Voix du Nord, 21 juillet 2020

Dix jours après la visite du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin à Calais, une large partie des 500 migrants évacués sont revenus dans la ville et survivent dans des conditions « intolérables », alertent mardi plusieurs associations.

Dix jours après la visite du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin à Calais, une large partie des 500 migrants évacués sont revenus dans la ville et survivent dans des conditions « intolérables », alertent mardi plusieurs associations. (PHOTO ARCHIVES JOHAN BEN AZZOUZ) - VDNPQR

Dans Calais et ses alentours, des centaines de migrants « n'ont aujourd'hui plus d'accès à l'eau potable, aux douches, à l'alimentation », selon Médecins du monde, Amnesty International, Médecins sans frontières, le Secours catholique et la Cimade, qui s'alarment de cette situation dans une lettre ouverte à Gérald Darmanin.

L'association mandatée par l'Etat dans la zone nuance cependant cet avis, soulignant que deux points de distribution alimentaire sur trois sont toujours en fonctionnement.

Plus de 500 migrants évacués avant sa visite

Le nouveau locataire de la place Beauvau s'est rendu à Calais le 12 juillet, pour annoncer le lancement d'une « cellule franco-britannique de renseignement » contre les passeurs de migrants qui exploitent leur volonté de traverser la Manche.

Deux jours avant, plus de 500 migrants regroupés dans une zone industrielle de la ville avaient été évacués vers différents centres d'accueil et de rétention administrative.

« Près de la moitié étaient déjà de retour le lendemain » de la visite du ministre et « beaucoup d'autres » ont regagné le Calais depuis, écrivent les associations.

Privées de leurs tentes – détruites – ces personnes sont confrontées à « l'arrêt de la principale distribution alimentaire et du dispositif de douches » qui existait sur place.

La distribution alimentaire « continue »

Les robinets d'eau potable dans la zone industrielle sont eux « inaccessibles, en raison de la présence policière » pour empêcher une reformation du campement.

Mais selon l'association La Vie Active, qui s'occupe notamment des distributions alimentaires pour le compte de l'Etat, seul « l'un des trois points » habituels a cessé son activité temporairement à Calais.

La rue des huttes est bien « fermée à la distribution jusqu'à début août sur décision préfectorale » mais « les deux autres continuent », notamment sur un site à environ 2 km, « et on observe des bascules de gens qui passent d'un site à l'autre », a expliqué à l'AFP le directeur général, Guillaume Alexandre.

« La réponse brutale n'apporte aucune solution »

Par ailleurs, un lieu de ramassage où les migrants sont « récupérés pour être emmenés en navette vers les douches » a lui été « déplacé ». Si ces changements peuvent créer des « tensions », « on n'a pas noté de dégradation de la situation », à ce stade, a-t-il assuré.

Les associations signataires de la lettre réclament également au ministre de « changer de paradigme » sur la situation à Calais, éternel point de rassemblement pour les nombreux migrants qui espèrent réussir à traverser la Manche pour rejoindre le Royaume-Uni.

« L'expérience de ces 30 dernières années montre que la réponse brutale des évacuations policières quotidiennes n'apporte aucune solution digne, aucun règlement, strictement rien, sinon des souffrances supplémentaires », écrivent-elles.